

Date limite de remise des offres initiales : lundi 4 août 2025 12h00

**ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE
RELATIF AUX TRAVAUX LIES AUX
OUVRAGES DE DISTRIBUTION PUBLIQUE
D'ÉLECTRICITÉ, RESEAUX ET
EQUIPEMENTS D'ÉCLAIRAGE PUBLIC ET
COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

DIALOGUE COMPETITIF

SYDESL

200 Boulevard de la Résistance, Cité de l'entreprise 71 000 MACON

TABLE DES MATIERES

1	Préambule	3
1.1	Définitions	3
1.2	Acheteur.....	3
2	Objet du marché.....	3
2.1	Forme du marché.....	3
2.2	Lieu d'exécution	3
2.3	Périmètre technique	3
2.4	Lots et tranches.....	4
2.5	Variantes	4
2.6	Prestations supplémentaires éventuelles	4
2.7	Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique	4
2.8	Durée du marché	5
2.9	Montant maximum de dépense.....	5
2.10	Nomenclature européenne.....	5
3	Consultation	5
3.1	Procédure de passation du marché	5
3.2	Organisation de la consultation	5
3.3	Modalités d'échange avec les Candidats et les soumissionnaires	5
3.4	Présentation générale des candidatures et des offres et signature électronique.....	5
3.5	Modification de détail du dossier de consultation	6
3.6	Calendrier prévisionnel de la consultation	6
3.7	Limitation du nombre de lots par soumissionnaire	6
3.8	Contenu du dossier de consultation	6
3.9	Confidentialité.....	7
3.10	Protection des données personnelles.....	7
3.11	Application du règlement de la consultation	7
3.12	Instance chargée des procédures de recours	7
3.13	Organe chargé des procédures de médiation.....	7
3.14	Introduction des recours.....	8
3.14.1	Référé Précontractuel	8
3.14.2	Référé Contractuel	8
3.14.3	Recours en Contestation de Validité du Contrat « Recours Tarn-et-Garonne »	8
4	Candidature.....	8
4.1	Généralités	8
4.2	Candidatures individuelles ou en groupement	8

4.3	Interdictions de soumissionner	9
4.3.1	Généralités	9
4.3.2	Interdictions de soumissionner en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance	9
4.4	Modalités de présentation des Candidatures	9
4.4.1	Modalités n°1 – Formulaire DC1/DC2 et DC4 (option)	9
4.4.2	Précisions sur le contenu des éléments à fournir dans le dossier de candidature	10
4.4.3	Candidatures incomplètes	11
4.5	Examen des candidatures	11
5	Offre	11
5.1	Généralités	11
5.2	Modalité d'organisation du Dialogue compétitif	11
5.2.1	Organisation du dialogue	11
5.2.2	Dépôt des Offres initiales	12
5.2.3	Phase de dialogue	12
5.2.4	Clôture du dialogue	13
5.3	Documents d'offre à remettre par le soumissionnaire	13
5.4	Délais de validité des offres	14
5.5	Date et heure limites de réception des plis	14
5.6	Conditions d'envoi et remise des offres	14
5.6.1	Conditions d'envoi	14
5.6.2	Format de dépôt	14
5.6.3	Certificat de signature électronique sécurisée	15
5.7	Jugement des offres	16
5.7.1	Pondération	16
5.7.2	Critère de jugement des offres	16
5.7.3	Critères d'appréciations	18
5.7.4	Classement des offres	19
5.8	Attribution	19

1 PREAMBULE

1.1 DEFINITIONS

Dans la suite du présent dossier :

- Le terme « Acheteur » désigne le SYDESL, opérateur de réseaux, entité adjudicatrice et maître d'ouvrage.
- Le terme « Candidat » désigne un opérateur économique admis à participer à la consultation, mais qui n'a pas encore soumis d'offre, quelle que soit la forme sous laquelle il se présente.
- Le terme « Soumissionnaire » désigne un opérateur économique qui soumet une offre dans le cadre de la consultation, quelle que soit la forme sous laquelle il se présente.
- Le terme « Titulaire » désigne l'opérateur économique retenu pour l'exécution du marché.

1.2 ACHETEUR

Syndicat Départemental d'Energie de Saône & Loire (SYDESL)

200 Boulevard de la Résistance, Cité de l'entreprise

La Maîtrise d'œuvre est assurée par les Services Techniques du SYDESL.

2 OBJET DU MARCHÉ

2.1 FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre de travaux à bons de commande passé en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique (« CCP »). Il est soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés de Travaux (« CCAG ») conformément à l'arrêté du 30 mars 2021.

Le présent accord-cadre concerne les travaux relatifs aux ouvrages de distribution publique d'électricité, réseaux, équipements d'éclairage public et communications électroniques sur les toutes communes du département de la Saône et Loire.

Il est alloti, mono-attributaire, à prix unitaires révisables et inclut des clauses sociales conformes à l'article L2112-2 et suivants CCP.

2.2 LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution des prestations est situé sur le territoire du département de la Saône-et-Loire.

2.3 PERIMETRE TECHNIQUE

Le périmètre technique est établi sur les installations suivantes :

- Les ouvrages de distribution électrique
- Les ouvrages d'éclairage public
- Les ouvrages de communications électroniques

2.4 LOTS ET TRANCHES

Conformément aux dispositions de l'article L2113-10 du code de la commande publique, le présent marché est décomposé en **11 lots géographiques** de prestations identiques, dans le but d'assurer la sécurisation de réalisation des travaux et de remplir les missions de service public imparties au SYDESL.

Les lots sont rappelés ci-après et figurent en Annexe 1 (Cartographie de la décomposition en lots géographiques). Les montants indiqués sont les montants estimatifs :

N° du Lot	Secteur	Montants HT en euros des lots (sur 4 ans)	
		Estimatif	Maximum
Lot n° 1	Secteur de l'Autunois	8 300 000 €	16 600 000 €
Lot n° 2	Secteur de la Basse Seille	4 600 000 €	9 200 000 €
Lot n° 3	Secteur de la Bresse Chalonnaise	11 700 000 €	23 400 000 €
Lot n° 4	Secteur du Brionnais	5 900 000 €	11 800 000 €
Lot n° 5	Secteur des Campagnes de Bresse	7 100 000 €	14 200 000 €
Lot n° 6	Secteur du Charolais	6 200 000 €	12 400 000 €
Lot n° 7	Secteur du Clunisois	4 800 000 €	9 600 000 €
Lot n° 8	Secteur du Loire-et-Arroux	4 400 000 €	8 800 000 €
Lot n° 9	Secteur du Mâconnais-Beaujolais	13 800 000 €	27 600 000 €
Lot n° 10	Secteur du Nord Chalon nais	6 000 000 €	12 000 000 €
Lot n° 11	Secteur du Sud Chalon nais	5 200 000 €	10 400 000 €
TOTAL		78 000 000 €	156 000 000 €

2.5 VARIANTES

En dehors du dialogue, aucune variante n'est autorisée.

2.6 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

En dehors du dialogue, il n'est pas envisagé de prestations supplémentaires éventuelles. Celle-ci pourront néanmoins être ajoutées le cas échéant lors du dialogue compétitif.

2.7 CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Le maître d'ouvrage dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique, en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Chaque entreprise attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le donneur d'ordre a mis en place une assistance à maîtrise d'ouvrage sociale représentée, par un facilitateur de la clause sociale.

L'article 1.6 du CCAP précise les différentes modalités envisageables de mise en œuvre des actions d'insertion, les coordonnées du facilitateur, les profils de publics éligibles à la clause d'insertion.

2.8 DUREE DU MARCHE

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de **1 an** à compter de sa notification.

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à **3**. La durée de chaque période de reconduction est de **1 an**.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de donc **4 ans**.

2.9 MONTANT MAXIMUM DE DEPENSE

Le montant maximum représente l'engagement maximal de l'acheteur à honorer les commandes passées pendant la durée du marché, sans remise en concurrence des prestations prévues dans le présent accord-cadre.

Ainsi le montant maximum pour tous les lots du marché est fixé à **156 millions € HT sur la durée totale du marché (4 ans)**.

2.10 NOMENCLATURE EUROPEENNE

L'objet principal du présent marché est l'exécution de travaux.

La classification, conformément au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), est identique à celle indiquée dans l'AAPC (Avis d'Appel Public à la Concurrence).

3 CONSULTATION

3.1 PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée de type dialogue compétitif, conformément aux dispositions des articles L2124-4, R2124-5 et R2124-6 du Code de la commande publique.

3.2 ORGANISATION DE LA CONSULTATION

La présente consultation est ouverte ; les offres et les candidatures devront donc être remises simultanément.

3.3 MODALITES D'ECHANGE AVEC LES CANDIDATS ET LES SOUMISSIONNAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats et soumissionnaires devront faire parvenir au plus tard **15 jours** avant la date limite de remise des offres, une **demande dématérialisée sur la plateforme de téléchargement**.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à poser des questions relatives au dossier de consultation sous une autre forme.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les Candidats ayant retiré le dossier via cette plateforme.

3.4 PRESENTATION GENERALE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ET SIGNATURE ELECTRONIQUE

Chaque soumissionnaire devra obligatoirement produire un dossier complet sous forme de réponse électronique.

Toutes les pièces constituant la réponse (candidature et offre) seront regroupées dans un seul et unique fichier contenant 2 sous-dossiers :

1. Un sous-dossier « Candidature »

2. Un sous-dossier « Offre »

Le fichier déposé sera nommé au nom du soumissionnaire.

3.5 MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'Entité Adjudicatrice se réserve le droit d'apporter au plus tard **10 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail du dossier de consultation. Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.6 CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA CONSULTATION

Ce calendrier est indicatif et pourra être modifié en fonction des nécessités de la procédure.

Candidatures et Offres	
Date de remise des offres initiales et des documents de candidature	Août 2025
Dialogue	Octobre 2025
Remise des offres finales	Janvier 2026
Attribution	
Notification du marché	Février 2026
Démarrage du marché	10 mars 2026

3.7 LIMITATION DU NOMBRE DE LOTS PAR SOUMISSIONNAIRE

Les soumissionnaires fourniront pour chaque lot, une offre individualisée.

L'analyse d'une offre sur un lot s'effectue donc à partir des éléments relatifs à ce seul lot.

En cas de dépôt du même soumissionnaire pour un même lot, seul le dernier pli déposé sera analysé.

Par ailleurs, les rabais ou remises en cas d'attribution potentielle de plusieurs lots à un même soumissionnaire ne sont pas autorisés.

Un même opérateur économique (agissant à la fois à titre individuel ou membre d'un groupement) ou groupement d'opérateurs économiques ne pourra être attributaire de plus de trois lots, sauf bien entendu si le nombre d'opérateurs économiques est insuffisant.

Les dossiers remis devront impérativement préciser dans l'acte d'engagement l'ordre de préférence des lots qu'il souhaite se voir attribuer. Cette information devra figurer clairement et de manière identique dans tous les actes d'engagement de tous les lots auxquels l'opérateur économique a répondu. L'absence de cette information ou une contradiction sur les indications portées dans les actes d'engagement vaudra rejet des offres concernées.

Dans le cas où l'offre de l'opérateur économique serait déclarée économiquement la plus avantageuse sur plusieurs lots, il se verra donc attribuer les trois lots qu'il aura choisis préalablement. Il est par conséquent demandé aux opérateurs économiques soumissionnant à plusieurs lots de porter une attention particulière à l'ordre de préférence des trois lots qu'il souhaite se voir attribuer.

3.8 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

1. Règlement de Consultation (RC)
2. Acte d'Engagement (AE) et ses annexes

3. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
4. Programme Fonctionnel des Besoins valant Cahiers des Clauses Techniques Particulières (PFB valant CCTP) et ses annexes
5. Cadre du Bordereau des prix Unitaires (BPU) et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)

Les soumissionnaires pourront consulter le dossier de consultation des entreprises (DCE) et le télécharger par voie électronique à l'adresse suivante : <https://marches.ternum-bfc.fr/>

3.9 CONFIDENTIALITE

Les Candidats et les Soumissionnaires s'engagent à traiter de façon strictement confidentielle toutes les informations contenues dans le dossier de consultation des entreprises, de quelque nature qu'elles soient, notamment économiques ou techniques et auxquelles ils pourraient avoir accès au cours de la mise en concurrence.

Les Candidats et les Soumissionnaires s'obligent à faire respecter cette obligation de stricte confidentialité par leurs salariés et intervenants de quelque nature qu'ils soient, permanents ou occasionnels, appelés à intervenir à quelque titre que ce soit, dans l'élaboration de la candidature et de l'offre.

3.10 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les traitements de données personnelles réalisés par l'Acheteur lors de cette consultation sont réalisés conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi qu'au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit RGPD). Ils ont pour finalité d'assurer le bon déroulement de la consultation.

Les destinataires exclusifs de ces données sont les personnes en charge de la mise en œuvre de la consultation. En aucun cas, l'Acheteur ne peut communiquer ces données à des tiers. Les destinataires des données à caractère personnel sont exclusivement les personnes chargées de suivre l'exécution de la consultation. Les données collectées lors du dépôt des candidatures et des offres seront conservées pendant une période minimale de 5 ans à compter de la date de signature du marché.

La personne concernée par un traitement de données à caractère personnel dispose à tout moment d'un droit d'accès à ses données, d'un droit de rectification de ses données en les mettant à jour ou en les faisant rectifier, d'un droit à la limitation du traitement en sollicitant sa suspension, d'un droit d'opposition au traitement de ses données à caractère personnel, d'un droit à l'effacement en sollicitant la suppression des données à caractère personnel le concernant et d'un droit à la portabilité en récupérant ses données à caractère personnel afin d'en disposer.

3.11 APPLICATION DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Tout candidat ou soumissionnaire, par sa participation à la consultation, accepte les clauses et conditions du présent règlement.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exclure, à tout moment et si nécessaire, tout concurrent pour non-respect total ou partiel des dispositions des règles applicables à la présente consultation.

3.12 INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS

Tribunal Administratif de Dijon - 22 Rue d'Assas – 21000 DIJON

Tél : 03 80 73 91 00 / Fax : 03 80 73 91 17

3.13 ORGANE CHARGE DES PROCEDURES DE MEDIATION

Comité Consultatif Interrégional des règlements amiables des litiges relatifs aux marchés publics de LYON.

Tél. 04 72 77 05 20 / Fax. 04 78 92 83 16

3.14 INTRODUCTION DES RECOURS

3.14.1 REFERE PRECONTRACTUEL

Conformément aux dispositions des articles L. 551-1 à L. 551-12 du Code de justice administrative, avant la signature du marché, tout candidat évincé peut introduire un référé précontractuel devant le Tribunal administratif compétent s'il estime que la procédure de passation a méconnu les règles de publicité et de mise en concurrence fixées par le Code de la commande publique.

Ce recours peut être exercé jusqu'à la signature du marché. Dès que le juge est saisi, l'Acheteur ne peut pas signer le contrat tant que le tribunal n'a pas rendu sa décision, sauf si des motifs impérieux d'intérêt général justifient la poursuite de la procédure.

3.14.2 REFERE CONTRACTUEL

Conformément aux dispositions des articles L. 551-13 à L. 551-23 du Code de justice administrative, après la signature du marché, un candidat évincé peut introduire un référé contractuel s'il estime que les règles de publicité et de mise en concurrence ont été méconnues.

Ce recours doit être exercé :

- Dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché.
- Dans un délai de 6 mois si aucun avis d'attribution n'a été publié.

Passé ces délais, le contrat ne peut plus être contesté par cette voie.

3.14.3 RECOURS EN CONTESTATION DE VALIDITE DU CONTRAT « RECOURS TARN-ET-GARONNE »

Tout tiers justifiant d'un intérêt à agir, y compris les candidats évincés, peut introduire un recours en contestation de validité du contrat devant le juge administratif s'il estime que le marché a été attribué en méconnaissance des règles de passation.

Ce recours doit être exercé dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché.

4 CANDIDATURE

4.1 GENERALITES

Les Candidatures devront être entièrement rédigées en français.

Les Candidats doivent remplir les conditions de participations définies ci-dessous, en termes d'organisation, de capacités juridique, technique, professionnelle, économique et financière.

4.2 CANDIDATURES INDIVIDUELLES OU EN GROUPEMENT

Les Candidats pourront se présenter en Candidat individuel ou en groupement.

Conformément à l'article R. 2142-25 du Code de la commande publique, en cas de Candidature présentée sous la forme d'un groupement, l'appréciation des capacités est globale.

Dans l'éventualité de la mise en place d'un groupement, la forme juridique souhaitée est celle d'un groupement solidaire.

L'Acheteur interdit :

- Aux candidats de soumettre, pour un même lot, une candidature à la fois en tant que soumissionnaire individuel et en tant que membre d'un ou plusieurs groupements.
- Aux candidats d'exercer le rôle de mandataire d'un groupement tout en étant membre d'un ou plusieurs autres groupements.

- Aux candidats d'être membres de plusieurs groupements simultanément.

En revanche, les sous-traitants peuvent être membres de plusieurs groupements.

4.3 INTERDICTIONS DE SOUMISSIONNER

4.3.1 GENERALITES

Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du Code de la commande publique, le Candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, l'Acheteur.

En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

4.3.2 INTERDICTIONS DE SOUMISSIONNER EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ET DE SOUS-TRAITANCE

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'Acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion **dans un délai de 10 jours** à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. À défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les opérateurs économiques à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la Candidature, l'Acheteur exige son remplacement par un opérateur économique qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, **dans un délai de 10 jours** à compter de la réception de cette demande par le Candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. À défaut, le Candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

4.4 MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES

La candidature peut être présentée en utilisant les formulaires types DC1 et DC2 (éventuellement d'un DC4).

4.4.1 MODALITES N°1 – FORMULAIRE DC1/DC2 ET DC4 (OPTION)

Les candidats renseignent et remettent à minima :

- Une lettre de Candidature ou formulaire DC1, présentée par le Candidat seul ou le mandataire en cas de groupement d'opérateurs économiques.
- Une déclaration du Candidat ou formulaire DC2, présentée par le Candidat seul ou pour chacun des membres en cas de groupement.

FORMULAIRE DC1 : LETTRE DE CANDIDATURE

Le DC1 comporte les éléments suivants :

- Identification de l'entité adjudicatrice (c'est-à-dire de l'acheteur public)
- Objet de la consultation : Contenu de la mention relative à l'objet de la consultation
- Objet de la candidature : Candidature présentée pour le marché public entier ou pour tous les lots ou pour certains lots
- Présentation du candidat permet d'identifier le candidat qui peut se présenter seul ou constituer un groupement d'entreprise (conjoint ou solidaire)
- Identification des membres du groupement et répartition des prestations.

- Engagement du candidat individuel ou de chaque membre du groupement qui atteste sur l'honneur qu'il n'entre pas dans un cas d'exclusion à un marché public

FORMULAIRE DC2 : DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT

Le formulaire DC2 complète le formulaire DC1.

Il apporte des précisions sur les éléments suivants :

- Identification du candidat : nom commercial, dénomination sociale du candidat individuel, adresse de son établissement et de son siège social, son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET..., forme juridique du candidat individuel ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SAS, SARL, EURL, ...)
- Renseignements sur son aptitude à exercer l'activité professionnelle. Le candidat fournit également son numéro unique d'identification (SIREN). Lorsqu'il exerce une profession réglementée nécessitant l'inscription sur un registre professionnel, il fournit la preuve de cette inscription.
- Renseignements sur la capacité économique et financière du candidat individuel : chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires relatif à l'objet du marché.
- Renseignements sur la capacité technique et professionnelle du candidat : moyens humains, techniques (matériel et équipement technique dont le candidat dispose).

FORMULAIRE DC4 : DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

Le formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance peut éventuellement compléter les formulaires DC1 et DC2.

En effet, en cas de recours à la sous-traitance, le candidat doit également remplir le formulaire DC4 pour présenter le ou les sous-traitants.

La déclaration de sous-traitance doit comporter les informations suivantes :

- Nature des prestations sous-traitées
- Nom, raison ou dénomination sociale et adresse du sous-traitant proposé
- Montant maximum des sommes à verser au sous-traitant
- Conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix
- Capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie
- Déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics

4.4.2 PRECISIONS SUR LE CONTENU DES ELEMENTS A FOURNIR DANS LE DOSSIER DE CANDIDATURE

Dans le cadre de la candidature, les attendus en matière de contenu sont les ci-après.

RENSEIGNEMENTS SUR LA CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU CANDIDAT

Les éléments à fournir sont les suivants :

- Le chiffre d'affaires global sur les 3 dernières années d'exercice.
- Le chiffre d'affaires relatif à l'objet du marché sur les 3 dernières années d'exercice.

RENSEIGNEMENTS SUR LA CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE DU CANDIDAT

Les éléments à fournir sont les suivants :

- La liste des principales références en lien avec l'objet du marché, réalisées au cours des 3 dernières années d'exercice, en précisant :
 - Le montant HT,
 - La date,

- Le destinataire (public ou privé).
- Les liste des effectifs moyens annuels du candidat et importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années.
- La liste des effectifs mobilisables pour le présent marché.
- Les certificats de qualification professionnelle, délivrés par des organismes indépendants, tels que :
 - Carte de qualification professionnelle du SERCE, ou équivalent,
 - QUALIFELEC ME4 et TN4, ou équivalent,
 - Qualification de détection et géoréférencement des réseaux,
 - ISO 45001 - Systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail - Exigences et lignes directrices pour son utilisation,

4.4.3 CANDIDATURES INCOMPLETES

En application de l'article R. 2144-2 du Code la commande publique, si des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la Candidature sont absentes ou incomplètes, l'acheteur pourra demander à tous les Candidats concernés de compléter leur dossier de Candidature dans un délai qui sera indiqué dans la demande, identique pour tous.

Toute Candidature qui n'aura pas été complétée dans le délai imparti pourra être rejetée.

4.5 EXAMEN DES CANDIDATURES

En application des dispositions de l'article R2161-4 du code de la commande publique, le SYDESL se réserve la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après l'analyse des offres.

Le SYDESL contrôlera :

- Que les candidatures ont bien été reçues dans les délais impartis
- Que les candidats satisfont aux conditions de participation décrites ci-avant
- Que les candidats ne font pas l'objet d'une exclusion de la procédure de passation

5 OFFRE

5.1 GENERALITES

Le dépôt de l'acte d'engagement signé emporte acceptation de l'ensemble des clauses des marchés.

Les offres des soumissionnaires seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

La réponse électronique est obligatoire.

Il est rappelé que tous les dépôts, échanges, ainsi que les notifications des décisions seront obligatoirement dématérialisés.

5.2 MODALITE D'ORGANISATION DU DIALOGUE COMPETITIF

5.2.1 ORGANISATION DU DIALOGUE

Le dialogue compétitif se déroulera par rondes successives.

Chaque ronde fera l'objet d'une remise des offres, d'une analyse des offres et d'un classement.

5.2.2 DEPOT DES OFFRES INITIALES

Dans un premier temps, les soumissionnaires déposeront leurs offres initiales, qui seront ensuite analysées et classées.

Cette offre sert de base aux échanges lors de la phase de dialogue.

Seuls les soumissionnaires les mieux classés seront invités au dialogue.

5.2.3 PHASE DE DIALOGUE

GENERALITES

L'Acheteur se réserve le droit de négocier autant de fois qu'il le juge nécessaire.

Il se réserve le droit d'auditionner les soumissionnaires ou de recourir à des négociations écrites.

Le dialogue pourra porter sur toutes les clauses du DCE, les clauses techniques du PFB valant CCTP mais également les clauses administratives ainsi que les clauses sociales.

MODALITE N°1 : AUDITIONS

CONVOCATION AUX AUDITIONS

Les soumissionnaires, seront convoqués aux auditions par la plateforme de dématérialisation. Les convocations seront adressées au moins **7 jours** avant la date prévue pour l'audition.

La convocation précisera le lieu et l'heure de l'audition sur le territoire de l'acheteur

Cette convocation mentionnera l'ordre du jour et rappellera les modalités du déroulement de la séance de dialogue.

ORGANISATION DES AUDITIONS

L'Acheteur procédera à l'audition des soumissionnaires, assisté de son Assistant à Maîtrise d'Ouvrage.

Le nombre de personnes représentant le soumissionnaire à l'audition est limité à 5.

Les interlocuteurs présents lors des auditions devront obligatoirement figurer sur l'organigramme opérationnel du projet présenté dans le mémoire technique. La présence d'un expert technique est requise, car des questions spécifiques au marché seront posées.

La durée globale d'audition de chaque soumissionnaire est fixée à 2h00 maximum.

CONTENU DES AUDITIONS

En vue d'identifier les moyens propres à satisfaire au mieux ses besoins, l'Acheteur pourra discuter avec les soumissionnaires tous les aspects du projet, tant sur le plan technique, fonctionnel, financier, administratif ou juridique.

Dans ce cadre, les soumissionnaires seront autorisés, au cours de chaque audition, à poser les questions et demander les précisions qui leur paraissent utiles.

L'Entité Adjudicatrice s'efforcera de répondre à ces questions au cours des auditions. Si nécessaire, une confirmation des réponses sera réalisée via un document écrit fourni aux soumissionnaires.

Les discussions menées pendant toute la durée de la procédure jusqu'à son terme, seront confidentielles et soumises au secret des affaires. Elles pourront faire l'objet d'un enregistrement audio qui sera détruit à l'issue de la consultation.

Les auditions se dérouleront de la manière suivante :

- Audition du soumissionnaire (1 heure 30 maximum)
- Discussion libre (30 minutes maximum).

A l'issue de chaque audition sera dressé un procès-verbal, listant les points des propositions du soumissionnaire qui lui reste à préciser, compléter ou, le cas échéant, modifier, en vue de l'élaboration de son offre finale ou le cas échéant en vue de l'audition suivante. Ce procès-verbal sera transmis par l'Entité Adjudicatrice.

Les délais et mode de transmission de ces compléments et modifications seront alors indiqués aux soumissionnaires.

EVALUATION LORS DE L'AUDITION

Lors de l'audition, l'acheteur évaluera le soumissionnaire sous deux formes :

- Un questionnaire à choix multiple.
- Une phase de questions-réponses, dont les échanges seront consignés dans le procès-verbal de l'audition.

MODALITE N°2 : NEGOCIATION ECRITES

La négociation écrite vise à :

- Obtenir des précisions sur des points techniques, financiers ou organisationnels de l'offre.
- Demander des ajustements ou des améliorations spécifiques.
- Garantir une traçabilité complète des échanges.
- Assurer l'égalité de traitement des soumissionnaires en formulant des demandes identiques ou comparables.

ENVOI DES DEMANDES DE NEGOCIATION

L'acheteur public transmet aux soumissionnaires un document de négociation via la plateforme de dématérialisation ou par courrier électronique sécurisé. Ce document précise :

- Les éléments de l'offre nécessitant des ajustements (aspects techniques, prix, délais, etc.).
- Les questions ou clarifications demandées.
- Les délais de réponse imposés.
- Les conditions de mise à jour de l'offre après prise en compte des demandes de l'acheteur.

REPONSE DES SOUMISSIONNAIRES

Chaque soumissionnaire répond par écrit en respectant le format et les délais imposés.

Les réponses doivent être claires, précises et justifiées.

Les soumissionnaires peuvent proposer des alternatives ou des solutions optimisées.

5.2.4 CLOTURE DU DIALOGUE

Lorsque l'Entité Adjudicatrice estimera que le dialogue est arrivé à son terme, elle en informera les participants encore en lice et les invitera à présenter leur offre finale, basée sur la ou les solutions développées au cours du dialogue. Ainsi, ils devront soumettre leur dernière proposition, qui sera analysée et servira de base à l'attribution du marché.

L'invitation à remettre une offre finale sera envoyée aux soumissionnaires via la plateforme. Elle précisera notamment la date et l'heure limites de réception des offres finales.

5.3 DOCUMENTS D'OFFRE A REMETTRE PAR LE SOUMISSIONNAIRE

Les pièces constituant le dossier technique et financier devront être regroupées dans le sous-dossier « Offre ».

Le dossier remis par les soumissionnaires comprendra à minima les pièces suivantes :

- **Dans l'offre initiale**
 - **L'Acte d'Engagement** (signé électroniquement) et ses annexes dûment complétées
 - **Le Bordereau des prix unitaires (BPU) ainsi que le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)**, sans modifier la mise en forme et sous format Excel (lignes et colonnes en particulier)
 - **Un mémoire technique**, établi par les soumissionnaires (conformément au cadre du mémoire, aucune annexe autorisée)
 - **L'étude de cas qui ne pourra plus être modifiée**

- **Dans l'offre finale**

- **L'Acte d'Engagement** (signé électroniquement) et ses annexes dûment complétées
- **Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ainsi que le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)**, sans modification de la mise en forme et sous format Excel (en respectant strictement les lignes et colonnes)
- **Un mémoire technique** établi par les soumissionnaires, conforme au cadre imposé (aucune annexe autorisée).
 - Une version avec suivi des modifications ou mise en couleur des changements entre l'offre finale et l'offre initiale
 - Une version propre sans suivi des modifications.¹
- **Les procès-verbaux de l'audition**, signés par le soumissionnaire

5.4 DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres finales.

5.5 DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES PLIS

Les plis devront être transmis avant la date limite de remise des plis inscrite en page de garde du présent document.

Seuls peuvent être examinés les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus.

5.6 CONDITIONS D'ENVOI ET REMISE DES OFFRES

L'Entité Adjudicatrice impose la remise des offres sous forme dématérialisée.

5.6.1 CONDITIONS D'ENVOI

Les soumissionnaires transmettront leur offre par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://marches.ternum-bfc.fr/>

Les soumissionnaires désignent dans les documents transmis la personne habilitée à les représenter. Ils mettent en place les procédures permettant à la personne publique de s'assurer que leur offre est transmise et signée par cette personne.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge du soumissionnaire.

5.6.2 FORMAT DE DEPOT

GENERALITES

L'offre des soumissionnaires sera remise en un seul fichier au format ZIP.

Tous les fichiers constituant la réponse (inclus dans le seul et unique fichier ZIP) devront être compatibles avec les formats suivants :

- *.pdf
- *.docx ou *.doc

¹ Les deux versions du mémoire technique devront impérativement être identiques dans leur contenu. En cas d'irrégularités, la version avec suivi des modifications fera foi contractuellement.

- *.xlsx ou *.xls
- *.pptx ou *.ppt ou *.ppsx ou *.pps
- *.shp ou *.gpkg et *.csv
- *.tif, *.jpg, *.jpeg, *.gif

En cas de format différent, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de rejeter l'offre du soumissionnaire.

Par ailleurs, **les soumissionnaires remettront impérativement** :

- Le **Bordereau des Prix Unitaires** dûment complété **dans son format ORIGINAL** (format *.xlsx)
L'absence de ce document entraînera le rejet de l'offre du soumissionnaire concerné.
- Le **Mémoire technique au format PDF « océrisé (OCR) »**, c'est-à-dire contenant l'ensemble des textes sous forme de texte et non pas d'images.

Autrement dit, les PDF issus d'un document imprimé puis scanné ne sont pas autorisés.

STRUCTURATION DES OFFRES

Les offres déposées par les soumissionnaires devront être structurées en un fichier ZIP unique contenant deux dossiers :

1. **Candidature** comprenant :
 - Les formulaires DC1, DC2 et DC4
 - Les annexes dans un fichier unique intitulé « Annexe au dossier de candidature », comprenant les justificatifs des habilitations, les CV, etc.
2. **Offre** comprenant :
 - L'Acte d'Engagement signé électroniquement pour chacun des lots auquel le soumissionnaire postule
 - Le mémoire technique, commun à tous les lots, précisant les moyens dédiés à chacun d'eux
 - Le BPU/DQE sous format Excel uniquement, avec une feuille par lot (soit 11 feuilles)
 - L'étude de cas, commune à tous les lots, dans un sous répertoire nommé « Etude de cas » (contenant tous les fichiers nécessaires à l'étude de cas : DWG, PDF, XSLX, etc. et 2 pages maximum de notice)
 - Les procès-verbaux signés

Remarque importante : Aucun sous-dossier ne doit être créé et les documents fournis doivent être nommés en respectant le numéro de lot.

Exemple :

Si un soumissionnaire postule pour les lots 2, 3 et 10, il devra nommer le fichier de la manière suivante :

- AE LOT2 - 26TR - 2026-2030
- AE LOT3 - 26TR - 2026-2030
- AE LOT10 - 26TR - 2026-2030
- Mémoire technique
- BPU-DQE - 26TR - 2026-2030 avec les Feuilles Lot 2, Lot 3 et Lot 10 renseignées (les autres feuilles sont vides)
- Le sous-répertoire « Etude de cas » contenant tous les documents nécessaires

Pour Rappel : Le respect de cette structure sera pris en compte lors de l'évaluation des offres dans cette consultation.

5.6.3 CERTIFICAT DE SIGNATURE ELECTRONIQUE SECURISEE

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019, les documents devront être signés à l'aide d'un logiciel qui permettra la vérification de ladite signature et du certificat de signature électronique.

5.7 JUGEMENT DES OFFRES

5.7.1 PONDERATION

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Libellé	PTS
C1 – Valeur financière	500
C2 – Valeur technique	450
C3 – Valeur environnementale	50

5.7.2 CRITERE DE JUGEMENT DES OFFRES

CRITERE C1 - VALEUR FINANCIERE SUR 500 POINTS

Le critère Valeur financière est décomposé en cinq sous-critères distincts :

- C1A : Prix des prestations sur la base du DQE fourni
- C1B : Prix des prestations sur la base du DQE masqué
- C1C : Cohérence des prix des prestations par rapport aux prix moyens actuels
- C1D : Prix des prestations sur la base de l'étude de cas remis par les soumissionnaires
- C1E : Prix des prestations sur la base de 11 affaires soldées sur le marché actuel

La note C1 est obtenue par l'addition des 5 sous-critères, arrondie au dixième.

C1A : PRIX DES PRESTATIONS SUR LA BASE DU DQE FOURNI SUR 150 POINTS

Concernant la note C1A, le prix des prestations sera évalué sur la base du bordereau des prix unitaires.

Les prix seront comparés à partir du montant du détail quantitatif estimatif, fourni à chaque soumissionnaire.

Ainsi le soumissionnaire concerné se verra attribuer une note définie par la formule suivante (valeur arrondie au 1/10^{ème} supérieur) :

$$Note\ C1A = 150 \times \left[1 - 0.75 \times \left(\frac{(Oc.\ C1A - Omin.\ C1A)}{Omoy.\ C1A} \right) \right]$$

Soit Oc.C1A, le montant total HT de l'offre du soumissionnaire concerné issue du DQE.

Soit Omin.C1A, le montant total HT de l'offre la moins-disante recevable.

Soit Omoy.C1A, le montant total HT de la moyenne des offres recevables.

C1B : PRIX DES PRESTATIONS SUR LA BASE DU DQE MASQUE SUR 100 POINTS

Les prix seront comparés en fonction du montant du détail quantitatif estimatif masqué (DQE masqué), qui n'est pas communiqué aux soumissionnaires dans le présent Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), mais qui a été élaboré avant la publication de cette consultation.

Ainsi le soumissionnaire concerné se verra attribuer une note définie par la formule suivante (valeur arrondie au 1/10^{ème} supérieur) :

$$Note\ C1B = 100 \times \left[1 - 0.75 \times \left(\frac{(Oc.\ C1B - Omin.\ C1B)}{Omoy.\ C1B} \right) \right]$$

Soit Oc.C1B, le montant total HT de l'offre du soumissionnaire concerné issue du DQE Masqué.

Soit Omin.C1B, le montant total HT de l'offre la moins-disante recevable.

Soit Omoy.C1B, le montant total HT de la moyenne des offres recevables.

C1C : COHERENCE DES PRIX DES PRESTATIONS PAR RAPPORT AUX PRIX MOYENS ACTUELS SUR 100 POINTS

Une analyse de la cohérence des prix sera réalisée à partir des BPU fournis par les soumissionnaires. Celle-ci sera effectuée en les comparant à la moyenne des BPU des différents lots du marché actuel.

C1D : PRIX DES PRESTATIONS SUR LA BASE DE L'ÉTUDE DE CAS REMIS PAR LES SOUMISSIONNAIRES SUR 50 POINTS

Les prix seront comparés en fonction du montant de l'étude de cas remis par le soumissionnaire.

Le soumissionnaire remettra donc les quantitatifs et ses prix, correspondant à son étude en 4 fichiers Excel distincts et nommés comme suit :

- 162001_ETUELEC_1_classeur_affaire.xlsx
Ce fichier représentera la proposition de facture de l'étude
- 162001_TRXELEC_1_classeur_affaire.xlsx
Ce fichier représentera la proposition de devis des travaux correspondant au réseau de distribution publique d'électricité conformément à l'étude
- 162001_TRXEP_1_classeur_affaire.xlsx
Ce fichier représentera la proposition de devis des travaux correspondant au réseau d'éclairage public conformément à l'étude
- 162001_TRXTEL_1_classeur_affaire.xlsx
Ce fichier représentera la proposition de devis des travaux correspondant à l'infrastructure de réseau de télécommunication conformément à l'étude

Le prix noté correspondra à la somme des totaux des 4 fichiers, représentant ainsi l'ensemble des travaux et des études.

Ainsi le soumissionnaire concerné se verra attribuer une note définie par la formule suivante (valeur arrondie au 1/10^{ème} supérieur) :

$$Note\ C1D = 50 \times \left[1 - 0.75 \times \left(\frac{(Oc.C1D - Omin.C1D)}{Omoy.C1D} \right) \right]$$

Soit Oc.C1D, le montant total HT de l'offre du soumissionnaire concerné issue de l'étude de cas.

Soit Omin.C1D, le montant total HT de l'offre la moins-disante recevable.

Soit Omoy.C1D, le montant total HT de la moyenne des offres recevables.

C1E : PRIX DES PRESTATIONS SUR LA BASE DE 11 AFFAIRES SOLDEES SUR LE MARCHE ACTUEL SUR 100 POINTS

Les prix seront comparés en fonction du montant de l'étude de cas remis par le soumissionnaire.

Ainsi le soumissionnaire concerné se verra attribuer une note définie par la formule suivante (valeur arrondie au 1/10^{ème} supérieur) :

$$Note\ C1E = 100 \times \left[1 - 0.75 \times \left(\frac{(Oc.C1E - Omin.C1E)}{Omoy.C1E} \right) \right]$$

Soit Oc.C1E, le montant total HT de l'offre du soumissionnaire concerné issue de l'étude de cas.

Soit Omin.C1E, le montant total HT de l'offre la moins-disante recevable.

Soit Omoy.C1E, le montant total HT de la moyenne des offres recevables.

CRITERE C2 - VALEUR TECHNIQUE SUR 450 POINTS

Le critère valeur technique est décomposé en sous-critères.

Les sous-critères permettent de juger de la valeur technique des soumissionnaires faisant référence au contenu du mémoire technique avec la pondération suivante :

N°	Critères	Nbre de page max autorisé	Nbre de pts
C2A	Moyens humains et matériels dédiés à la réalisation des prestations du présent marché	7 pages	25 pts
C2B	Pilotage en termes de moyens, d'organisation, de communication et de veille technologique	8 pages	30 pts
C2C	Méthodologie de réalisation des travaux (études, gestion des achats, communication, déroulé des travaux)	28 pages	100 pts
C2D	Démarches et processus liés à l'hygiène et à la sécurité que le soumissionnaire s'engage à mettre en place sur la durée du marché	8 pages	30 pts
C2E	Etude de cas		130 pts
C2F	Auditions : Questionnaire à choix multiple		40 pts
C2G	Auditions : Questions/réponses		90 pts
C2H	Structuration de la réponse		5 pts

La note C2 est obtenue par l'addition des sous-critères évoqués ci-dessus.

Pour rappel : Aucune annexe n'est autorisée.

CRITERE C3 - VALEUR DEVELOPPEMENT DURABLE SUR 50 POINTS

Concernant la note C3, la valeur développement durable (environnementale et sociétale) de l'offre sera appréciée à partir des éléments détaillés dans le mémoire technique.

Dans son offre, le soumissionnaire détaillera les éléments suivants :

- Ses propositions pour réduire l'empreinte carbone des travaux réalisés, en veillant à ce que toutes les actions aient un impact direct sur le territoire de l'acheteur.
- Sa méthodologie de gestion et de recyclage des déchets.
- Sa stratégie de réduction des nuisances.
- Sa stratégie RSE

5.7.3 CRITERES D'APPRECIATIONS

Les notes évoquées ci-dessus seront analysés au travers des niveaux d'appréciation décrits dans le tableau ci-dessous :

Niveaux d'appréciation	Commentaire	Notes Appliquées aux critères
EXCELLENT	La proposition du soumissionnaire dépasse les attentes du SYDESL	100%
BON	La proposition du soumissionnaire remplit intégralement les attentes du SYDESL	80%
ASSEZ BON	La proposition du soumissionnaire remplit en partie les attentes du SYDESL sur le critère analysé.	60%

Niveaux d'appréciation	Commentaire	Notes Appliquées aux critères
MOYEN	La proposition du soumissionnaire remplit très partiellement les attentes du SYDESL	40%
FAIBLE	La proposition du soumissionnaire est nettement inférieure aux attentes du SYDESL	20%
INSUFFISANT	Le soumissionnaire n'a pas répondu au critère (pas de réponse ou hors sujet).	0%

5.7.4 CLASSEMENT DES OFFRES

OFFRES INITIALES

Les offres sont classées après totalisation des points obtenus pour chaque critère C1 + C2 (à l'exception des notes C2F et C2G) + C3 pour un total de 870 points maximums.

OFFRES FINALES

Les offres sont classées après totalisation des points obtenus pour chaque critère **C1+C2+C3 pour un total de 1 000 points maximums.**

5.8 ATTRIBUTION

Le soumissionnaire retenu sera tenu de prouver qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner. Cette preuve sera également à apporter pour les éventuels cotraitants sur lesquels il s'appuie.

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse sous réserve de la production par ce dernier des pièces suivantes (articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique), dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la demande qui lui sera faite :

- Attestations sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet d'une des condamnations mentionnées aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L.2141-4 du CCP
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant du mois précédent la demande
- Les attestations et certificats fiscaux délivrés par les administrations et organismes compétents, prouvant que la société a satisfait à ses obligations fiscales, à jour de la date de la demande

S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre sera rejetée et le soumissionnaire éliminé. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le contrat ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant que de besoin.

Par ailleurs, le soumissionnaire remettra, dans le délai de 5 jours ouvrés précité, l'acte d'engagement (AE), le CCAP, le PFB valant CCTP, le BPU-DQE et le mémoire technique, signés électroniquement par une personne habilitée à engager l'entreprise.

Ces documents remis par le soumissionnaire devront être strictement identiques au cahier des charges et aux documents remis dans son offre.